

Alain Carignon  
Ancien Ministre  
Conseiller Municipal et Communautaire  
Hôtel de ville  
11 Bd Jean Pain  
38 000 Grenoble

M. Gerald Darmanin  
Ministre de l'Intérieur  
Hôtel de Beauvau  
Place Beauvau  
75 008 Paris

Grenoble le 03/09/2020

Monsieur le Ministre,

Nous apprenons par la voix d'Eric Piolle, Maire de Grenoble que vous allez le recevoir. Avec sa modestie et sa sobriété coutumières, Il annonce à grand renfort de com' qu'il va « porter la parole des quartiers populaires » auprès de vous-même qui avez été notamment Maire de Tourcoing, réélu au premier tour.

Avant cet entretien et au nom de la première force d'opposition grenobloise je tiens à vous faire part de notre vive inquiétude sur l'évolution de Grenoble. Les quartiers populaires sont particulièrement délaissés par la municipalité et sous le mandat d'Eric Piolle la ghettoïsation s'accélère et la délinquance s'installe au point d'exercer un véritable pouvoir au détriment des habitants

Je tiens à attirer votre attention sur les responsabilités du Maire dans cette situation, car il est également Président de l'OPHLM Actis. Il est le responsable des attributions de logements et de la gestion de ces quartiers. De ce fait des appartements ne trouvent plus preneurs dans certains ensembles sociaux, des locataires réclament inlassablement leur mutation et, dans les secteurs ou ceux-ci voisinent avec des copropriétaires, ces derniers sont spoliés par l'effondrement de la valeur de leurs biens et assignés à résidence, ne pouvant plus le vendre.

Le Maire refuse notre proposition d'assermenter les personnels afin qu'ils puissent dresser procès-verbal lors des premières incivilités. En 6 ans Il n'a engagé aucune procédure d'expulsion de dealers condamné, n'a procédé à aucun avertissement ou amende aux délinquants nommément désignés par les locataires menacés. Ce sont ces derniers qui doivent déménager ou se soumettre.

Au plan plus général la police municipale est insuffisante en nombre, l'absence d'armement lui interdit de pénétrer dans la moitié de la ville dont les quartiers populaires qu'il prétend représenter, il n'existe pas de PC opérationnel 24 h sur 24, ni de développement de la vidéo-protection que la Région propose de financer.

De notre point de vue le renforcement indispensable des effectifs de police ne pourra jamais résoudre la question de la délinquance installée, logée par le Maire au cœur même des quartiers. La preuve en est apportée par les lourdes rénovations urbaines engagées au fil des décennies qui n'ont rien résolu de ce problème de fond. De plus le clientélisme électoral se greffe sur cette gangrène à ressort mafieux.

Compte tenu de la gravité de ce que vit Grenoble, je vous propose de lancer ici une expérimentation de gestion directe de certains quartiers par l'Etat. Ils seraient rendus à la gestion municipale après avoir été assainis sur tous les plans. Grenoble a failli être mise sous tutelle complète en 2016 en vertu des règles d'équilibre financier qui n'étaient pas respectées. Il est temps d'établir des règles de vie commune non respectées et d'en tirer les conséquences concrètes. L'Etat est le garant de l'intérêt général pour tous les citoyens qui doivent demeurer égaux en droits et en devoirs. Nous faisons donc appel à lui pour innover et agir en lieu et place d'une collectivité défailante.

Je vous remercie par avance de votre attention,

Bien cordialement,



Alain Carignon